

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 31/3 (2004)

DOI: 10.11588/fr.2004.3.63619

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Martin RASS, *Résistances des médias. Une lecture transdisciplinaire de la presse hugenbergienne suivi de Propaganda im Zeitalter der Massenmedien*, Frankfurt a. M., Berlin, Bern (Peter Lang) 2002, 372 p. (Schriften zur politischen Kultur der Weimarer Republik, 6).

Dans la thèse de doctorat soutenue à l'Université Paris XII Martin Rass a le mérite d'aborder un sujet rarement traité en France par les germanistes. Toutefois l'auteur risque de dérouter le lecteur en faisant suivre sa thèse, rédigée en français, dans laquelle il analyse la presse de Hugenberg dans les années trente en Allemagne, d'un bref essai (en allemand), où il est question du rôle des médias dans le monde actuel.

Le groupe Hugenberg était devenu, dans les années vingt, le consortium le plus puissant en Allemagne. Très tôt il acheta un nombre important de journaux, en espérant qu'il pourrait, par ce moyen, avoir assez d'influence sur l'opinion publique pour que celle-ci contribue aux succès de son parti (*Deutschnationale Volkspartei*). Lui-même avait l'ambition de prendre le pouvoir. Mais »Der Tag« (un de ses journaux) avait beau écrire »Führer Hindenburg« (p. 263), c'est Hitler qui l'emporta.

Aussi bien la presse de Hugenberg avait-elle dû constater que, si l'on voulait séduire les lecteurs, il ne fallait pas consacrer trop de place à la politique mais suivre les évolutions de la société, relater les innovations, bref tenir compte du goût des lecteurs. En 1931 »Die Woche« avait écrit: »c'est le public qui détient le pouvoir« (p. 236) et, manifestement, la presse hugenbergienne n'a pas réussi à gagner ce public à ses vues. En fait le journaliste de »Die Woche« aurait dû employer le pluriel, car sous la République de Weimar, comme dans les États démocratiques, on n'a pas affaire à *un* mais à *des* publics différents et souvent opposés. De même l'expression *des* médias que Rass ne cesse d'employer ne se justifie pas, pas plus sous la République de Weimar que de nos jours, puisque, en fait, et notamment dans son essai, il étudie *des* médias fort différents les uns des autres.

Le lecteur risque d'être désarçonné en lisant en conclusion (par deux fois p. 330 et 332) que la société se repère par rapport à la réalité que produisent les médias, alors que l'auteur venait tout juste d'affirmer (p. 329) »nous savons – croyons savoir – que nous ne pouvons pas faire confiance aux médias«. Si tel est le cas, comme je le crois, n'aurait-il pas été indiqué de rappeler que la plupart des médias (presse, radio, télévision, internet etc.) sont la propriété de groupes financiers plus soucieux d'imposer leurs points de vue que d'éclairer leurs auditeurs, lecteurs etc.?

Dès lors l'auteur n'aurait-il pas dû remplacer le titre de son ouvrage: »Résistances des médias« par »Résistances des publics aux médias«?

Gilbert BADIA (†), Paris

Otto DOV KULKA (Hg.), *Deutsches Judentum unter dem Nationalsozialismus*, Bd. 1: *Dokumente zur Geschichte der Reichsvertretung der deutschen Juden 1933–1939*, Tübingen (J.C.B. Mohr) 1997, XXIV–614 S. (Schriftenreihe wissenschaftlicher Abhandlungen des Leo Baeck Instituts, 54).

Diese beeindruckende Quellenedition enthält 120, notwendigerweise meist gekürzte Dokumente, die meist in Gruppen zusammengestellt und jeweils mit einer Einleitung versehen sind. Hilfreich ist ein Glossar der Begriffe sowie zahlreiche Kurzbiographien und eine Zeittafel von 1932 bis 1939 mit den für das Schicksal der deutschen Juden wichtigsten politischen Maßnahmen. Die Sammlung entstand als erster Band im Hinblick auf die Geschichte der am 4.7.1939 geschaffenen Reichsvereinigung der Juden in Deutschland. Deren Rolle bei der Umsetzung der »Endlösung« ist in der Forschung hart umstritten; ihre Zusammenarbeit mit Heydrichs Reichssicherheitshauptamt für die Zwecke der Deportation jedoch ist unabweisbar.

Vor diesem Hintergrund sah Dov Kulka die Notwendigkeit, zunächst die Vorläufer-Institution zu dokumentieren, das heißt die im Januar 1932 gegründete Reichsvertretung der